afin de minimiser les conséquences internes et externes, ainsi que les «dégâts collatéraux» de ces attaques. Profitant des portes ouvertes par le président sortant, ministre de la Défense et le vice-ministre de la Défense, chef d'état-major, le Premier des ministres président s'engouffre dans cet espace médiatique, en enfonçant le clou[18] et en bon topographe redessine «les lignes rouges qu'il ne faut pas dépasser» devant les appareils coquilles vides convoqués à Mila.

Avant la date-butoir et fatidique du 4 mars 2014, à l'occasion de l'une de ses virées électorales à Oran, pour distribuer les rentes[19] et acheter la paix sociale[20], le Premier des ministres président annonce «officiellement» la candidature du président sortant à une quatrième désignation élective, suivi en cela par un communiqué confirmatoire de la présidence de la République. Cette banalité boulitique[21] a fait chavirer tout le microcosme national et international. Quel évènement, sur la scène politique, a provoqué cette riposte fulgurante d'annonce de la candidature du président sortant par la bouche de son Premier des ministres président ? Mais revenons un peu en arrière, pour comprendre que le péché originel du système politique de notre pays tient au fait que le président sortant considère, à juste titre d'ailleurs, qu'il ne détient son pouvoir que par la volonté de l'institution militaire[22] et non pas par celle du peuple, concept qu'il a toujours marginalisé, voire méprisé dans sa propre culture boulitique[23] comme beaucoup de personnalités de la génération de Novembre… Dès lors, il ne se sent pas engagé envers le peuple algérien mais bien auprès de l'institution militaire qui lui a fait appel, en 1999, avec un retard de vingt ans et qui l'a installé à la tête du pouvoir pendant ces trois derniers mandats et, à l'évidence, pour le quatrième… Les formalités électorales deviennent donc un problème d'intendance et de logistique, qui ne relève pas de sa personne, mais en relation avec des considérations liées à l'environnement international. D'où l'idée d'une élection par procuration, qui semble scandalisée les oppositions mais qui, dans sa logique politique, est tout à fait inscrite dans la nature du système. Dès lors, le président sortant comprend mal qu'on lui reproche le manque de légitimité populaire, lui qui a été sevré, depuis les années 1960, à la légitimité révolutionnaire ! Tout le jeu boulitique, se faisant en dehors des institutions de la République, c'est à cet endroit précisément qu'il attend tous ses adversaires boulitiques mais surtout ses alliés temporaires. L'enjeu du partage du pouvoir et de ses rentes subséquentes, devenant le véritable rapport de force entre clans, il devient impératif pour tous de maintenir intact le système au risque d'être tous emportés par un changement de régime qui commencera obligatoirement par demander des comptes sur la gestion passée et mettra fin aux rentes futures escomptées. Ceci étant bien établi, le partage du pouvoir peut, actuellement, débuter à travers le piège de la révision constitutionnelle pour la création d'un poste de vice-président de la République[24] ! En effet, ce procédé machiavélique, qui fait baver tous les derviches tourneurs qui prétendent à la succession par une désignation élective, est entre les mains du président sortant qui en use et en abuse, comprenant le mieux son importance vitale pour lui d'abord et pour le système après. Il entend bien l'utiliser pour demeurer toujours maître du jeu boulitique et en contrôler les orientations finales. Cette carte à jouer ne date pas d'aujourd'hui, d'ailleurs, puisque les clans du pouvoir s'en sont servis, dès les premiers symptômes de la maladie, suivis de son évacuation forcée en France, en 2007. C'est à cette époque que la problématique de sa succession est envisagée par les différents clans du pouvoir et la solution du choix de son propre frère[25] est envisagée de manière ouverte par le président sortant et son clan. Le rejet catégorique et ferme de l'institution militaire, à cette époque, va contrarier le projet présidentiel et ouvrir une période de suspicion et de désamour dont les tenants et les aboutissements sont arrivés à maturité à l'heure actuelle.

Profitant des portes ouvertes par le président sortant, ministre de la Défense et le vice-ministre de la Défense, chef d'état-major, le Premier des ministres président s'engouffre dans cet espace médiatique, en enfonçant le clou[18] et en bon topographe redessine «les lignes rouges qu'il ne faut pas dépasser» devant les appareils coquilles vides convoqués à Mila.

Puisque la succession par le frère ne fait pas consensus, il devient exclu que le président sortant ne cède la carte de révision de la Constitution avec à la clé un poste de vice-président, doté des pleins pouvoirs successoraux. Cela équivaudrait à signer sa peine de mort politique de sa propre main ! Il est donc logique que le président sortant fasse usage de ce leurre du poste de ministre de la Défense[26] et de celui de vice-président[27], sauf à y installer son propre frère. Comment sortir de cette impasse, sans remettre en cause les équilibres fragiles de toute la société qui risquent de la faire basculer dans la violence ? Le communiqué récent, de quelques lignes, de M. Hamrouche, après plusieurs années de réserve, est-il responsable de la précipitation des dernières décisions du président et de son clan ? Quelles significations et quelle crédibilité devrions-nous lui accorder ?

M. G.

Le dernier soupir de Boabdil

Par Mohamed Djaâfar
(Colonel à la retraite
djaafarmohamed@ymail.com

Le 12 août 1963, Ferhat Abbas démissionnait de la présidence de l'Assemblée constituante après l'injure faite aux Algériens dans un cinéma de Bab-El-Oued. Quelques jours auparavant, le 31 juillet 1963, le Majestic était investi par des aventuriers venus piétiner le peuple et commettre le crime ignoble dont nous subissons à ce jour les effets dévastateurs.

Le peuple algérien qui venait de subir 132 ans de domination atroce ne savait pas encore ce jour-là qu'il allait être à nouveau colonisé et humilié par des comploteurs qui se faisaient passer pour des révolutionnaires. Dans sa lettre de démission, désabusé mais clairvoyant, Ferhat Abbas nous prédit en quelques mots ce qui allait advenir.

«Le régime, écrivait-il, fabriquera des robots, des opportunistes et des courtisans.» Cinquante ans plus tard, les Algériens constatent tous les jours combien leur vénéré grand-père avait été visionnaire. Sa prédiction s'est réalisée bien au-delà de ses craintes et des espérances des aventuriers qui ont pris la décision abominable de recoloniser leurs compatriotes. Aujourd'hui, les dégâts sont incommensurables.

L'ignominie des courtisans est élevée au rang de vertu et de religion. Il n'est plus un secteur où le chef n'est pas idolâtré comme un dieu. Combien, dites-moi, sommes-nous à avoir subi dans la solitude les affres de la bassesse et de la médiocrité ? Combien sont-ils dans les placards pour n'avoir pas su convenablement aduler le chef ? Combien sont-ils encore aux prises avec ces potentats incultes et pleins de suffisance, ces Boabdils des temps modernes qui ont piétiné leur honneur et travaillent à nous faire perdre notre patrie ? Gare à la moindre manifestation de dignité !

Bientôt, tous les substantifs qui entretiennent des relations suspectes avec l'honneur et la dignité seront bannis des lexiques. Un courtisan, voyez-vous, ou un larbin si vous préférez, ça ne rime point avec élégance et grandeur d'âme.

Aujourd'hui, Monsieur Ferhat Abbas, les dépravations que vous nous prédisiez sont devenues des qualités incontournables que leurs détenteurs revendiquent haut et fort.

L'idolâtrie du chef ne se cache plus ; au contraire, elle doit s'afficher ostensiblement car comment voulez-vous qu'ils puissent distinguer les meilleurs parmi leurs domestiques ? Sur ce point, les chefs font preuve d'une remarquable tolérance : leurs larbins jouissent d'une liberté d'expression à faire pâlir d'envie nos humbles journalistes ; ils peuvent à loisir adorer leurs chefs et surtout le crier sur les toits pour rester au premier rang.

Le métier de larbin n'est pas de tout repos, détrompez-vous, car la concurrence est rude. Une carrière brillante ne tient souvent qu'à un seul mot. Heureux celui qui trouve le premier le juste mot ! Mais il y a aussi le juste prix maintenant. Depuis que les Texans sont passés par là, il faut encore faire un détour par la caisse. Ils ont un mot pour ça je crois… Oui, c'est cela, rétrocessions... Il paraît que ça ouvre même les portes du paradis.

Vos courtisans-opportunistes-robots, Monsieur Ferhat Abbas, nous on ne les appelle plus comme ça. Le langage a évolué mais ils préfèrent eux-mêmes les noms qu'ont choisis pour eux leurs maîtres. Ils sont devenus valets, larbins, laquais, baise-main, baise-pied et autre chose encore que la pudeur m'interdit de nommer ici.

De toute façon, ils sont reconnaissables à vue de nez, à leur regard mielleux et à leur sourire obséquieux dès qu'ils sentent la présence du maître. Ils bavent et se déhanchent comme des concubines. Mais peut-être ne savez-vous pas que les désirs des maîtres ont évolué aussi. Pour avoir été eux-mêmes larbins, ils ne se contentent plus de paroles creuses ou de sacs-poubelles débordant de billets de banque. Ils ont perfectionné la courtisanerie et placé la barre très haut.

Eh oui ! la larbinerie aujourd'hui compte des techniques que peu de larbins maîtrisent à moins d'avoir joué au football et appris à passer le ballon. Le larbinisme moderne commande de devancer les évènements et de prendre la défense du maître avant même qu'il ne soit offensé, sortir ses crocs avant les autres et mordre pour faire mal. Peut-être vous jettera-t-on un sucre d'orge ?

Voilà où nous en sommes mon cher Ferhat Abbas. Je dis mon cher parce que je te connais et t'aime comme on aime son grand-père. Les courtisans d'aujourd'hui ont investi les hautes sphères avec des gènes mutants qui leur donnent le droit de t'insulter en insultant tes enfants.

Nous restons sans voix devant les relents nauséabonds qu'ils dégagent. Leurs pas souillent la terre d'Algérie et ils s'apprêtent à imposer au peuple la camisole de force dont tu parlais dans ta lettre de démission s'il ne se tient pas tranquille à l'intérieur des lignes rouges qu'ils lui ont tracées.

Ceux qui ne les aiment pas n'aiment pas l'Algérie, paraît-il.

Mais rassure-toi, grand- père, nous restons sereins car il se trouvera bien quelqu'un parmi ces valeureuses jeunes femmes et valeureux jeunes hommes pour balancer son mégot dans le tas de foin qui leur sert de ventre. Tu souris ? Je sais déjà ce que tu vas me dire : ils perdront l'Algérie comme ils ont perdu l'Espagne…

M. D.